

SOMMAIRE

France

- **Collecte** : dynamisme dans toutes les régions à la fin de l'été
- **Prix** : poursuite de la hausse, mais des incertitudes au cours des prochains mois
- **Marge MILC** : une marge principalement confortée par la hausse des prix
- **Consommation** : la recomposition se poursuit
- **Fabrication** : des évolutions contrastées en productions laitières
- **Commerce extérieur** : des exportations en recul prononcé

Europe

- Une bonne reprise de la collecte après la FCO
- Des fabrications de beurre dynamiques
- Vers un recul des prix

Monde

- Croissance limitée de la production laitière mondiale, avec des trajectoires contrastées
- Pressions de l'offre et avantage-prix : les moteurs des échanges laitiers en 2025
- La baisse des cours laitiers renforce la compétitivité américaine et redistribue les parts de marché mondiales
- Chine : premier importateur mais exportateur émergent, un facteur de déséquilibre pour les marchés laitiers mondiaux ?

Agriculture biologique : une offre toujours en déclin malgré une demande en légère hausse

Lait de chèvre : prix moyen en hausse mais des charges qui pèsent sur le revenu des éleveurs / Des fabrications industrielles stables

Focus : une demande de lait à satisfaire au niveau mondial

France

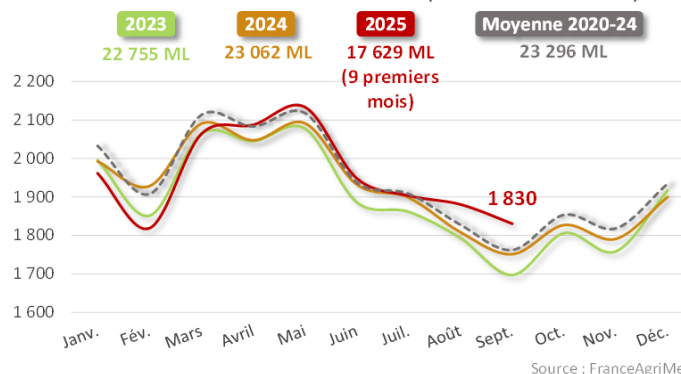


COLLECTE : DYNAMISME DANS TOUTES LES RÉGIONS À LA FIN DE L'ÉTÉ

Après s'être redressée au cours du printemps, la collecte nationale de lait de vache a confirmé son dynamisme à la fin de l'été malgré la propagation de la FCO dans l'Ouest de la France. Elle progresse en effet pendant les mois d'août et de septembre respectivement de +4 % et de +4,5 % par rapport à 2024. Toutes les régions connaissent une hausse (significative pour certaines d'entre elles) au cours du mois de septembre comparativement à 2024. Cette dynamique se poursuivrait en octobre selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer. Elle est expliquée par une forte hausse de la productivité par vache, le cheptel de vaches laitières ayant connu son recul le plus important depuis 2009 au premier octobre (-2,6 % / 2024).

En cumul depuis le début de l'année (janvier à septembre), la collecte française s'est légèrement confortée de +0,5 % par rapport à 2024. Cette progression moyenne masque des disparités inter-

Evolution mensuelle des livraisons
de lait de vache en France (millions de litres)



régionales : une hausse de la collecte dans les trois régions de l'Ouest de la France, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Occitanie, mais une baisse dans les autres régions de France.



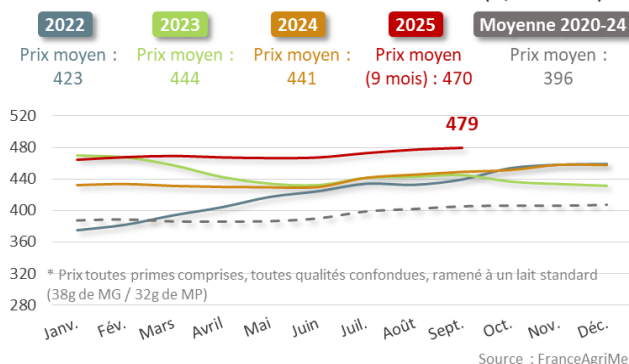
PRIX : POURSUITE DE LA HAUSSE, MAIS DES INCERTITUDES AU COURS DES PROCHAINS MOIS

Les principaux déterminants de cette dynamique haussière de la production laitière sont le niveau incitatif du prix du lait, la poursuite de la baisse du coût de l'alimentation animale et la disponibilité de fourrages de qualité. En moyenne nationale, le prix du lait standard conventionnel s'établit à 479 € / 1000 l en septembre dernier, en hausse de près de 30 € / 1000 l en un an (+6,6 %). Depuis le début de l'année, la progression s'élève à près de 8 % en moyenne à 470,27 € / 1000 l. Mais d'après la dernière tendance Lait et Viande de l'Idèle, les fondamentaux des marchés des produits laitiers pourraient prochainement peser sur les prix à la production.

En lait biologique, dont la collecte nationale poursuit son recul (-6,5 % / 2024 en cumul annuel de janvier à septembre), le prix du lait standard se

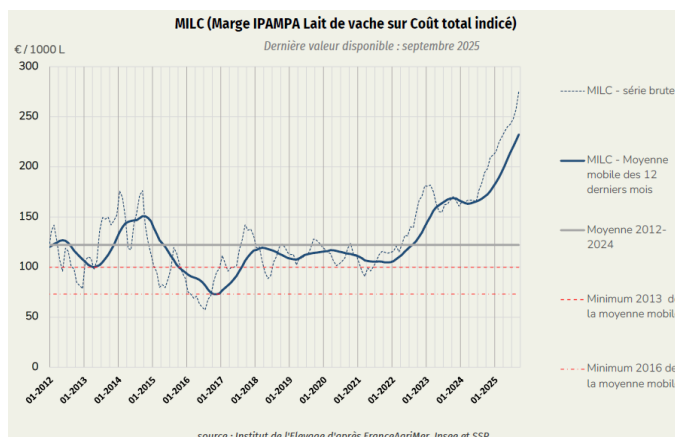
conforte également en septembre, mais en moindre mesure, à 535,82 € / 1000 l (+3,2 % en septembre / 2024 et +4,4 % en moyenne depuis janvier / 2024).

Evolution mensuelle du prix* standard du lait de vache conventionnel en France (€/1 000 L)



MARGE MILC : UNE MARGE PRINCIPALEMENT CONFORTÉE PAR LA HAUSSE DES PRIX

La marge Ipampa Lait de vache sur Coût total indicé (MILC) permet de mesurer l'évolution de la différence entre le prix du panier de produits spécifiques à la production laitière (lait, veaux et réformes) et le prix du panier de charges indicées dans l'IPAMPA Lait de vache (de l'ordre de 50 % des coûts de production). Elle s'établit à 275 € / 1000 l en septembre, en hausse de 18 €/1000 l en un mois et de 81 € / 1000 l en un an sous l'impulsion de l'augmentation cumulée du produit lait et des autres produits animaux et du léger repli des charges. L'Ipampa lait de vache poursuit en effet son recul en septembre : léger en un mois (-0,2 % / août), mais un peu plus important en un an (-1,4 % / 2024). Parmi les principaux postes, l'alimentation animale et l'énergie reculent respectivement de -6,4 % et de -6,2 % en un an. Mais les engrais et amendements augmentent sensiblement de près de +10 %.



Contact : Pierre-Yves Amprou,
CA Pays de Loire



CONSOMMATION : LA RECOMPOSITION SE POURSUIT

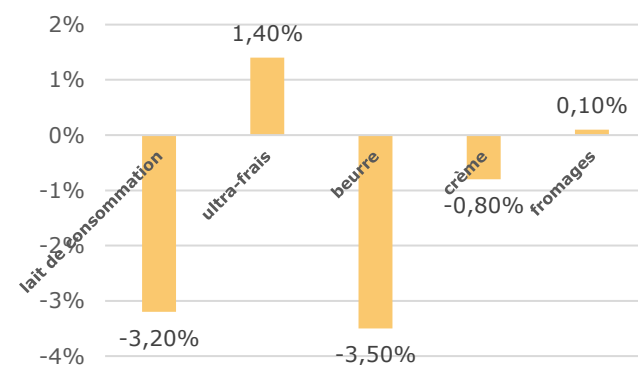
Le panorama des achats des ménages en produits laitiers sur les 10 premiers mois de l'année 2025 prolonge des tendances précédemment observées.

L'ultra-frais (yaourts, fromages frais, desserts) a le vent en poupe (+1,4%). Selon le CNIEL, l'essor des skyr et yaourts grecs porte cette catégorie.

Au sein des fromages, les volumes progressent pour les pâtes pressées cuites (emmental, comté...) - des catégories de fromages notamment « ingrédients », les pâtes fraîches (le succès de la mozzarella ne faiblit pas) et les fromages de brebis. En revanche, les pâtes molles, pressées non cuites, ou persillées, voient leurs volumes achetés reculer, en lien avec le repli de la consommation de fromage en tant que moment dédié dans nos repas (recentrage des repas autour d'un plat principal unique). Ce contraste dans les achats conduit à une tendance à la stagnation des volumes pour l'ensemble de la catégorie fromages (+0,1%).

Achats des ménages - Évolution en volume Cumul annuel au mois d'octobre 2025 vs 2024

source : FranceAgriMer d'après Worldpanel by Numerator



Le lait de consommation poursuit son recul dans les paniers des Français (-3,2%), résultat de la baisse de sa consommation au petit-déjeuner, ainsi que le beurre (-3,5%).

Contact : Marine Raffray
CdAF



DES ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES EN PRODUCTIONS LAITIÈRES

	Septembre 25			Cumul annuel 2025	
	Quantités (tonnes)	Évolution Sept/août (%)	Évolution Sept 24/25 (%)	Quantités (tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	209 492	4,6 %	0 %	1 953 435	-4,8 %
Beurre	28 716	9,0 %	17,1 %	277 962	5,0 %
Poudres de Lait	36 376	6,1 %	5,4 %	370 499	-1,6 %
Fromages et spécialités fromagères	150 899	4,6 %	6,1 %	1 337 176	1,1 %
Crème	45 137	13,5 %	9,6 %	393 561	0,5 %

Source : Agreste – Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

La hausse de la collecte laitière depuis quelques mois a un impact sur le profil des productions industrielles de produits laitiers. Au mois de septembre, la progression des fabrications industrielles est quasi-générale, sauf en lait conditionné. En poudres, l'augmentation est la plus significative, bien qu'il soit recommandé de distinguer dans cet ensemble, les poudres maigres, infantiles et grasses. Si les deux premières évoluent positivement, la poudre grasse (-22% entre septembre 2025 et 2024) est moins demandée, notamment par les industriels du chocolat, en raison d'une demande des ménages atone, en lien avec la flambée du prix du cacao de ces derniers mois. En yaourts, crèmes et beurre,

les progressions sont contrastées mais significatives.

Cette évolution de l'offre de produits industriels trouve un débouché tant sur le marché intérieur, la consommation des ménages se tenant plutôt bien, que sur les exportations, malgré un tassement de l'excédent commercial.

L'évolution annuelle montre que c'est la production de beurre qui progresse davantage que les autres productions. Lait conditionné et poudres se situent des tendances annuelles baissières.

**Contact : Thierry Pouch
CdAF**

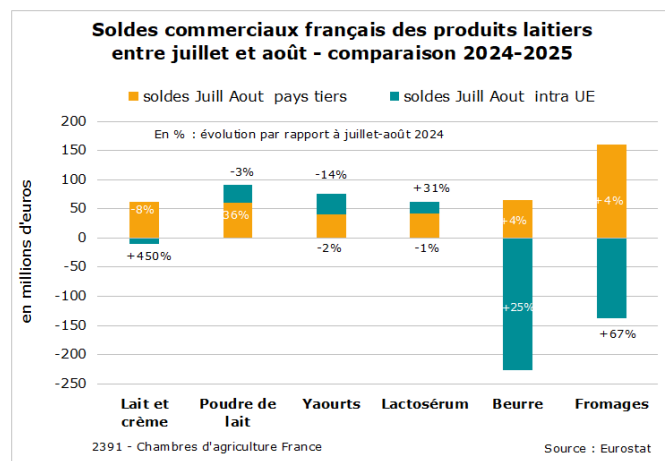


DES EXPORTATIONS EN RECU PRONONCÉ

La dégradation du solde commercial agroalimentaire de la France depuis 2024 touche le troisième poste que sont les produits laitiers. Depuis le mois de janvier 2025, les exportations de produits laitiers ont enregistré une baisse de 7,2%. Si les fromages sauvent un peu la mise ainsi que les yaourts, les autres produits reculent. Et encore, dans la catégorie fromages, certains reculent à l'exportation, à l'image de l'emmental par exemple.

Comme les importations ont, quant elles, augmenté de 3%, le solde commercial s'est dégradé sur le poste beurre et sur les fromages sur les flux intra-UE. En yaourts, l'excédent se repli de 2% sur les Pays Tiers.

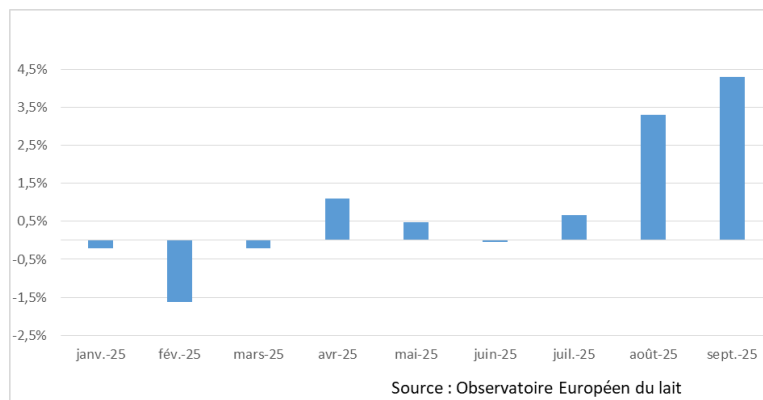
Une dynamique préoccupante au regard de l'importance de la production laitière dans certains territoires, et de la position des filières dans la balance commerciale agroalimentaire.



**Contact : Thierry Pouch
CdAF**

Sur les premiers mois de l'année 2025, la collecte européenne continue d'être impactée par l'épisode de FCO qui a touché les pays du nord-ouest du continent, en particulier l'Allemagne et les Pays-Bas. A partir de l'été, tous les principaux pays producteurs retrouvent une bonne dynamique. La collecte est portée par des prix élevés, mais aussi par des bonnes conditions climatiques qui ont favorisé la pousse de l'herbe. Ainsi, de janvier à septembre, la collecte européenne est en hausse annuelle de 0,8 %. La croissance annuelle atteint 4,3 % pour le seul mois de septembre. Sur les neuf premiers mois de l'année, la collecte reste négative en Allemagne (-0,7 %) et aux Pays-Bas (-2,0 %), mais au vu de la dynamique de ces derniers mois, l'Allemagne devrait retrouver une collecte stable voire en hausse sur l'ensemble de l'année. En Irlande, pays non touché par la FCO, la croissance est particulièrement importante (+5,9 %), de même qu'en Pologne (+2,8 %).

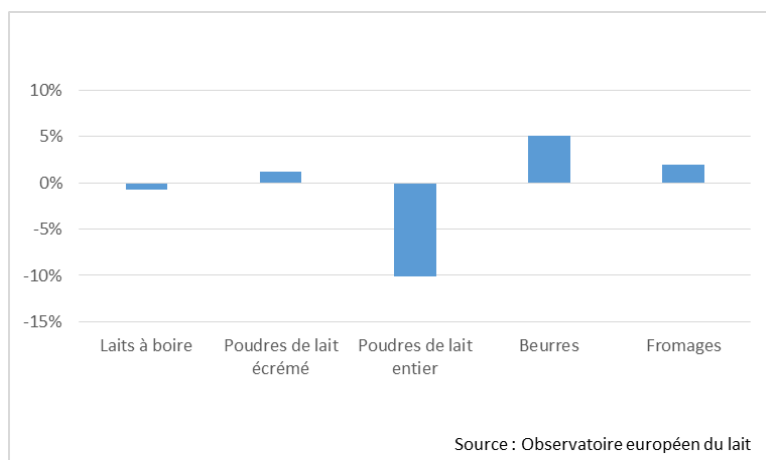
Evolution de la collecte Européenne (N/N-1)



DES FABRICATIONS DE BEURRE DYNAMIQUES

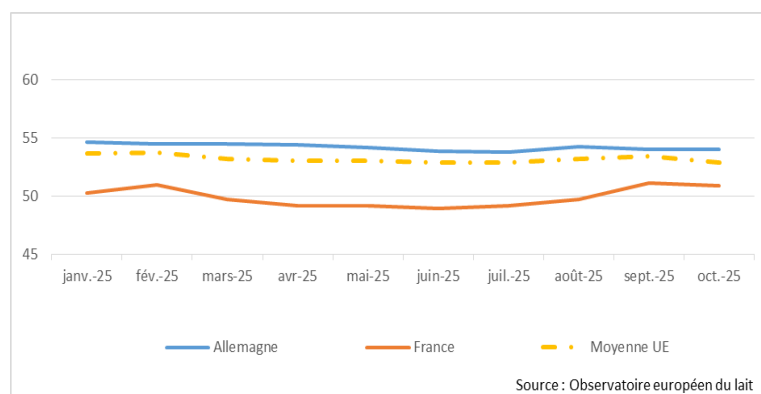
Au 1er semestre 2025, le cours du beurre européen est resté à un niveau élevé, supérieur à 7 000 €/tonne jusqu'à fin août. La fabrication de beurre est donc attractive et dynamique depuis le début de l'année pour les principaux pays producteurs, que ce soit en Allemagne (+7,3 %/2024), en Irlande (+7,5 %) ou en Pologne (+7,7 %). Après avoir atteint un pic durant l'été, les importations européennes de beurre ont ainsi fortement chuté depuis grâce à cette bonne dynamique de production. Cependant, le cours du beurre européen a depuis fortement chuté, passant sous la barre des 5 500 €/tonne début novembre, ce qui devrait ralentir les fabrications de beurre dans le continent. En raison d'un euro fort, les poudres de lait européennes souffrent d'un manque de compétitivité sur les marchés mondiaux. C'est particulièrement le cas des poudres de lait entier, dont les exportations ont chuté de 24 % sur les huit premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024. Leurs fabrications reculent donc de plus de 10 % sur les trois premiers trimestres, en particulier en Allemagne (-17,4 %).

Evolution du cumul de la production européenne de janvier à septembre 2025/2024



En 2025, les prix du lait payé aux producteurs sont restés relativement stables dans les pays de l'UE. En moyenne sur le continent, les prix ont reculé de 1,2 % entre janvier et octobre, restant au-dessus de la barre des 500 €/1 000 litres tout au long de l'année. Par ailleurs, en septembre 2025, le prix est en hausse comparé à septembre 2024 sur l'ensemble du continent, Irlande mise à part. C'est par exemple le cas de la France (+5,7 %), de la Pologne (+7,1 %), de l'Allemagne (+9,0 %), ou encore des Pays-Bas (+9,3 %). Cependant, la chute des cours des commodités laitières devrait entraîner un recul des prix dès la fin de l'année, en premier lieu chez les principaux pays exportateurs. En effet, en dix semaines, le cours du beurre européen a dégringolé de 22 %, et le cours de la poudre de lait entier de 17 %. Seuls les prix des fromages restent soutenus. Aux Etats-Unis, le prix du lait payé aux producteurs a déjà perdu 150 €/1 000 litres depuis le début de l'année, et les premiers signes de déclin du prix apparaissent dès septembre chez les principales coopératives européennes exportatrices de commodités.

Evolution du prix moyen payé aux producteurs (en €/100 kg)



Contact : Olivier Carvin
CA Bretagne



CROISSANCE LIMITÉE DE LA PRODUCTION LAITIÈRE MONDIALE, AVEC DES TRAJECTOIRES CONTRASTÉES

Collecte de lait de vache en millions de tonnes*	2023		Projections de 2024	Projections de 2025	Evol. % 2024-2025
Argentine	11,7		10,9	11,4	4,5%
Australie	8,5		8,7	8,6	-0,8%
Union Européenne	145,1		146	145,3	-0,5%
Nouvelle -Zélande	21,2		21,6	21,9	1,0%
USA	102,7		102,7	103,4	1,1%
Total des principaux exportateurs	289,2		289,7	290,8	0,4%

Source : USDA-Foreign Agricultural Service, *selon les projections de juillet 2025

En 2025, la collecte de lait des principaux pays exportateurs devrait progresser de 0,4 %, pour atteindre 290,8 Mt, signe d'un rebond modéré mais aux dynamiques très contrastées selon les régions. L'Union européenne et l'Australie font figure d'exception, avec des reculs estimés respectivement à -0,5 % et -0,8 %, à rebours de la tendance haussière observée chez les autres grands exportateurs. Pour l'UE, la production continuerait de se contracter pour s'établir à 145 Mt (-0,5 %), sous l'effet cumulé du renforcement des contraintes environnementales – notamment les objectifs de réduction des émissions – et d'une rentabilité insuffisante. Ces facteurs pèsent sur la taille du cheptel et freinent toute perspective

d'expansion du secteur. En Argentine, la production devrait rebondir de 4,5 %, malgré une légère révision à la baisse des prévisions (-0,2 point par rapport à décembre 2024), après une année 2024 fortement affectée par la crise économique et climatique. Aux États-Unis, la collecte progresserait de 1,1 %, soutenue par l'augmentation des troupeaux et par des exportations dynamiques, portées par des prix compétitifs pour le beurre et le fromage. Enfin, en Nouvelle-Zélande, la croissance serait plus modérée (+1 %), tirée par une amélioration des rendements et la stabilité du cheptel.

Contact : Zeineb Cherif
CdAF

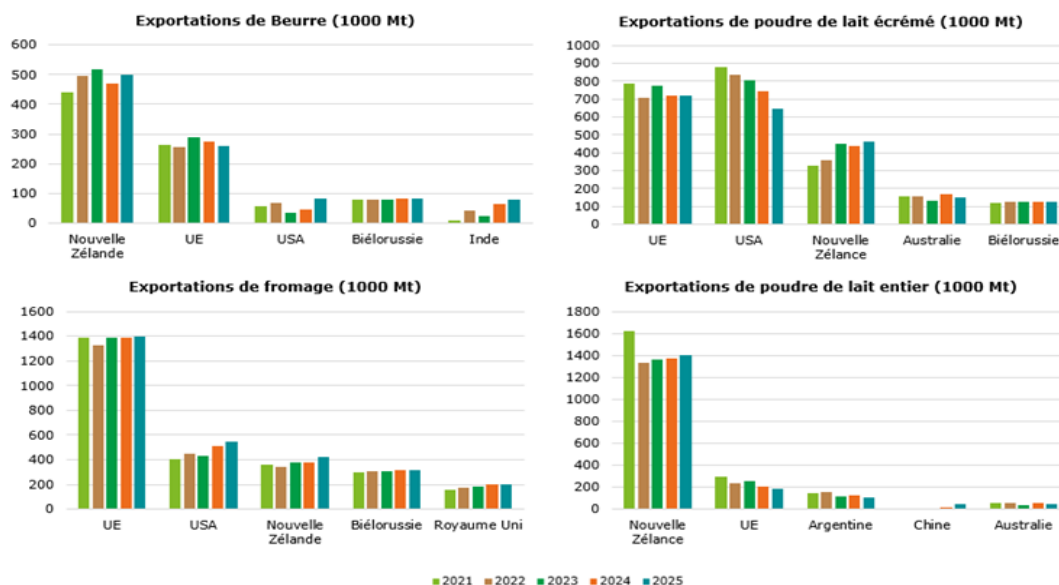


PRESSIONS DE L'OFFRE ET AVANTAGE-PRIX : LES MOTEURS DES ÉCHANGES LAITIERS EN 2025

Les principaux exportateurs mondiaux de **fromage** poursuivent la hausse de leurs ventes en 2025, avec une progression de +4 % après +6 % en 2024. En Australie, les exportations augmenteraient de +5 % malgré le recul de la collecte, en raison de la priorisation du fromage, considéré à plus forte valeur ajoutée que les autres produits laitiers, et d'une demande ferme (+1 %), même si l'offre laitière limitée freine la croissance.

L'UE, qui représente près de 50 % des

exportations mondiales, verrait ses ventes progresser de +1 %, soutenues par une demande intérieure stable et des expéditions en hausse vers le Royaume-Uni. Aux États-Unis, les exportations bondiraient de +7 %, portées par une compétitivité-prix supérieure, par la croissance des ventes vers l'Amérique latine et par de nouvelles capacités de transformation. Globalement, la demande mondiale robuste continue de soutenir les exportations des grands acteurs.





PRESSIONS DE L'OFFRE ET AVANTAGE-PRIX : LES MOTEURS DES ÉCHANGES LAITIERS EN 2025 (SUITE)

Concernant le **beurre**, les exportations des principaux pays devraient rebondir nettement en 2025 (+7 %), après le recul observé en 2024 (-4 %). Cette reprise est principalement tirée par les États-Unis, dont les expéditions devraient quasiment doubler, expliquant près de 70 % de la croissance grâce à une baisse de 10 % du prix du beurre américain, qui renforce nettement leur compétitivité. La Nouvelle-Zélande contribue également au dynamisme du commerce mondial, représentant plus de 55 % de la hausse et gagnant des parts de marché, notamment en Chine, en Malaisie et en Arabie saoudite. À l'inverse, l'Union européenne enregistre une contraction de 5 % de ses exportations, ce qui freine la progression des principaux exportateurs d'environ 25 %. Ce recul s'explique par une offre de lait limitée, une demande intérieure soutenue réduisant les volumes disponibles à l'export, ainsi que par un niveau de prix élevé qui pénalise la compétitivité de l'UE face à ses concurrents.

Concernant la **poudre de lait écrémé**, la baisse de 5 % des exportations des principaux acteurs en 2025 est presque entièrement imputable aux États-Unis, dont les expéditions reculent de 13 % sous l'effet d'une demande affaiblie en Asie du Sud-Est et d'une intensification de la concurrence

européenne et néo-zélandaise. L'Australie contribue également au repli, avec une baisse de 12 % liée à un recul durable de la production de lait et à la réorientation de son industrie vers le fromage, ce qui explique environ 20 % de la contraction totale. À l'inverse, la Nouvelle-Zélande (+4 %) bénéficie de prix compétitifs et d'une reprise de la demande en Chine, tandis que l'Union européenne (stable) maintient ses volumes malgré une production en baisse, ce qui atténue partiellement le recul mondial en compensant près de 20 % de la contraction globale.

Enfin, les exportations de **lait en poudre entier** devraient reculer de 1 % en 2025, un repli touchant la plupart des grands exportateurs à l'exception de la Nouvelle-Zélande. L'Argentine et l'Union européenne enregistreraient une baisse marquée de 9 % en raison d'une montée en gamme vers des produits plus valorisés, tandis que le Brésil et la Nouvelle-Zélande progresseraient respectivement de +16 % et +2,8 %. La Chine, dont la production recule sous l'effet de marges négatives, verrait ses importations augmenter, accentuant la pression concurrentielle sur un marché mondial déjà tendu.

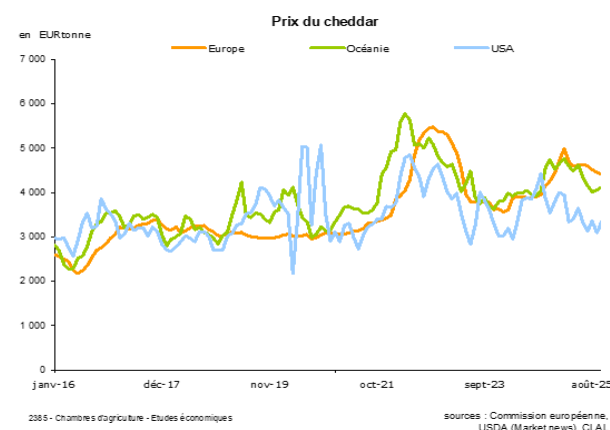
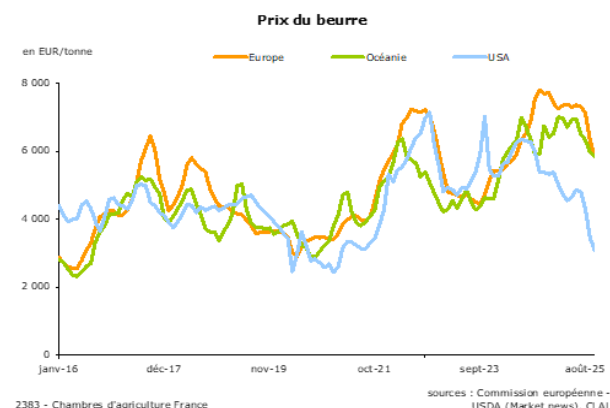
Contact : Zeineb Cherif
CdAF



LA BAISSÉ DES COURS LAITIERS RENFORCE LA COMPÉTITIVITÉ AMÉRICAINE ET REDISTRIBUE LES PARTS DE MARCHÉ MONDIALES

Sur les six derniers mois (mai à fin octobre), les enchères du Global Dairy Trade confirment une orientation nettement baissière pour l'ensemble des produits laitiers, même si l'ampleur du repli diverge selon les régions et les segments. Le marché du beurre illustre le plus clairement ces contrastes : en Europe, les prix reculent d'environ 25 % entre octobre 2024 et octobre 2025, après avoir atteint un pic fin 2024, rejoignant désormais des niveaux plus proches de ceux observés en Océanie. À l'inverse, les États-Unis enregistrent une véritable correction structurelle, avec un effondrement de -41 % sur la même période, conséquence d'un excès d'offre et d'une demande plus hésitante. Cette détente spectaculaire renforce nettement la compétitivité-prix américaine et contribue au dynamisme de leurs exportations.

Sur le marché du fromage cheddar, les prix restent relativement soutenus en Europe (+24 % entre janvier 2024 et octobre 2025), portés par une demande intérieure robuste, alors qu'ils se montrent plus volatils en Océanie (+8 %) et particulièrement déprimés aux États-Unis.

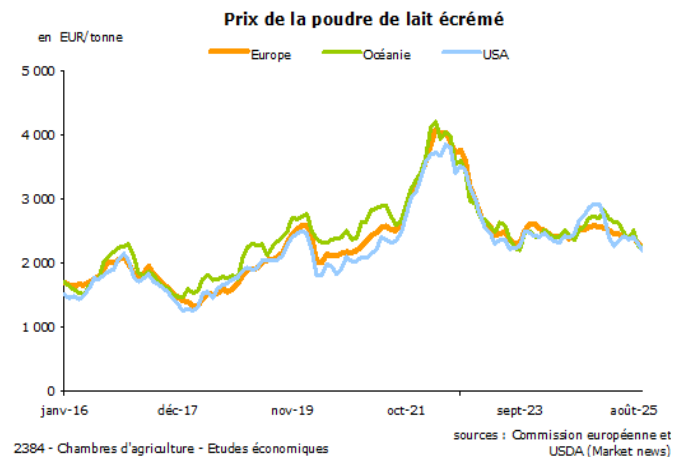




LA BAISSÉ DES COURS LAITIERS RENFORCE LA COMPÉTITIVITÉ AMÉRICAINE ET REDISTRIBUE LES PARTS DE MARCHÉ MONDIALES (SUITE)

De son côté, la poudre de lait écrémé (SMP) connaît une tendance plus uniformément baissière mais d'intensité variable : -13 % en Europe, reflétant une production en retrait et une concurrence accrue ; -10 % aux États-Unis, sous l'effet d'une demande asiatique affaiblie ; et -7 % en Océanie, région qui bénéficie d'un meilleur soutien de la demande chinoise.

Ces évolutions récentes montrent que la détente généralisée des prix mondiaux masque des redéploiements régionaux significatifs, avec une compétitivité renforcée des États-Unis sur le beurre, une Europe mieux positionnée sur le cheddar, et une SMP davantage sous pression dans les bassins occidentaux que dans le Pacifique. Ces trajectoires différenciées reconfigurent les avantages comparatifs des grands exportateurs et conditionnent l'orientation des flux mondiaux de produits laitiers en 2025.



**Contact : Zeineb Cherif
CdAF**



CHINE : PREMIER IMPORTATEUR MAIS EXPORTATEUR ÉMERGENT, UN FACTEUR DE DÉSÉQUILIBRE POUR LES MARCHÉS LAITIERS MONDIAUX ?

La Chine, premier importateur mondial de produits laitiers, occupe désormais un rôle qui va bien au-delà de celui de simple débouché : sa production de lait cru est passée d'environ 31 millions de tonnes en 2018 à plus de 41 millions en 2023, réduisant fortement certains besoins d'importation. Par exemple, ses achats de poudre de lait entier (WMP) ont reculé de près de 40 % depuis 2021, tandis que ses stocks internes atteignaient des niveaux records en 2023, selon l'USDA. À l'inverse, ses importations de poudre de lait écrémé (SMP) et de lactosérum restent élevées pour répondre aux besoins industriels, avec un volume importé autour de 345 000 tonnes en 2023. Cette situation duale — autosuffisance accrue sur certains segments, dépendance persistante sur d'autres — accroît l'imprévisibilité de la Chine sur les marchés laitiers mondiaux : une contraction de la demande chinoise suffit à faire baisser les importations mondiales, comme l'OCDE-FAO l'a observé pour 2024. En outre, la Chine commence à exporter ponctuellement du WMP (par exemple 15 000 tonnes selon l'USDA), ce qui brouille davantage les dimensions importateur/exportateur du pays. Ce glissement vers un rôle hybride place la Chine non seulement comme moteur de la demande, mais également comme acteur pouvant influencer les flux et les prix internationaux.

Cette double fonction chinoise — importateur massif et exportateur naissant — peut devenir un facteur de déséquilibre structurel sur le marché laitier mondial. Si la Chine réduit brusquement ses importations de WMP ou de lait UHT (comme cela s'est produit avec un recul de 24 % des importations de lait UHT en 2024), cela diminue la demande mondiale et crée un excès d'offre chez les grands exportateurs (Nouvelle-Zélande, Union européenne, États-Unis). À l'inverse, si la Chine accélère ses exportations de certaines poudres ou fromages transformés, elle peut exercer une pression concurrentielle sur ces mêmes grands exportateurs, notamment sur les marchés asiatiques. Les grands fournisseurs traditionnels doivent donc désormais composer avec cette volatilité accrue : par exemple, la Nouvelle-Zélande a dû réorienter près de 180 000 tonnes de produits laitiers en 2023 suite à la contraction chinoise. Par ailleurs, la politique chinoise — comme l'ouverture d'une enquête anti-subsidation sur les produits laitiers européens — peut modifier les flux commerciaux et redistribuer les marchés. De par son poids, la Chine peut donc agir comme régulateur informel des prix mondiaux, déséquilibrant ainsi les trajectoires attendues des exportateurs historiques.

**Contact : Zeineb Cherif
CdAF**

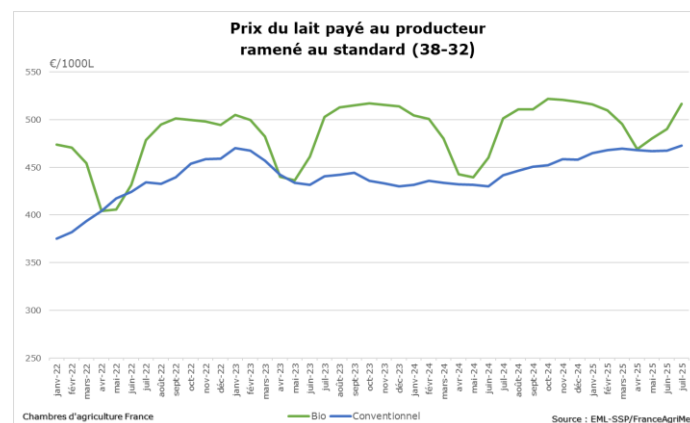
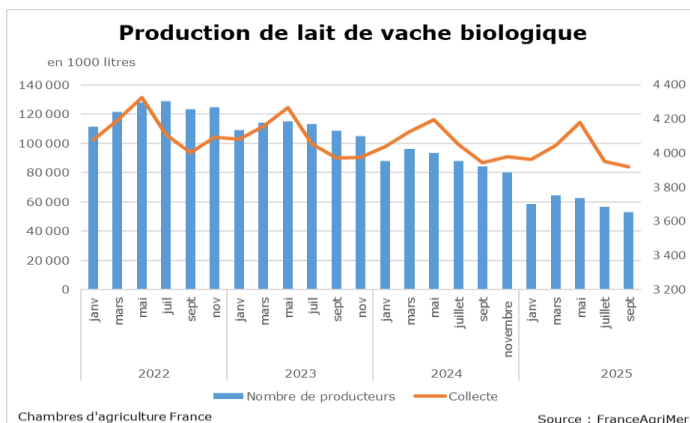
Agriculture biologique : une offre toujours en déclin malgré une demande en légère hausse



COLLECTE : EN RECLUT POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Pour la troisième année consécutive, la collecte de lait de vache biologique est en repli. Elle recule de 13% (soit -13 896 litres) sur la moyenne de la collecte des 9 premiers mois de 2025, par rapport à la même période de 2022. Ce décrochage s'explique notamment par la perte de 476 livreurs bio entre septembre 2022 et septembre 2025, principalement en raison d'un faible écart de prix payé au producteur entre bio et conventionnel, d'une moyenne de 40 €/1000L sur un an glissant. Toutefois, le Cniel rappelle que cet écart pourrait repartir à la hausse en raison de la chute des cours du beurre poudre affectant davantage le lait conventionnel.

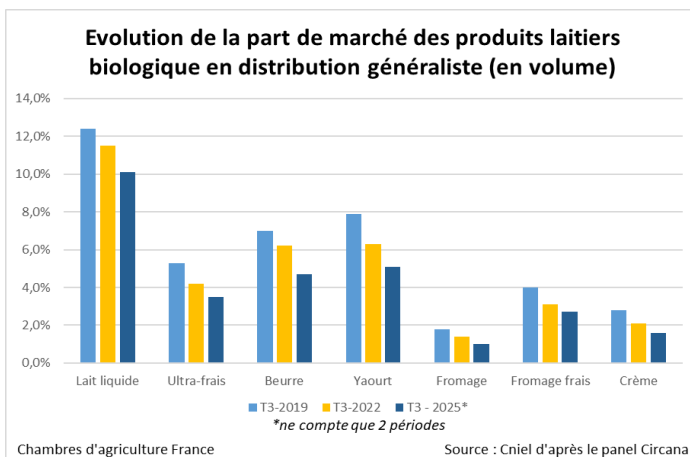
Néanmoins, le recul de l'offre en lait biologique devrait se poursuivre et même s'accroître dans les mois à venir. L'étude prospective du Cniel passée auprès des collecteurs bio envisage 158 arrêts d'ici août 2026, soit une diminution de 58 millions de litres, trois fois plus que l'année dernière à la même période. Parmi ces cessations d'activités, 76 % concernent des déconversions, contre près de la moitié des arrêts en 2023 et 2024. Par conséquent, l'offre en lait biologique devrait fortement diminuer l'année prochaine pour atteindre 1 milliard de litres fin 2026, contre 1,3 milliard à son plus haut niveau en 2022.



CONSOMMATION : UN REBOND PARTIEL SELON LES CIRCUITS DE DISTRIBUTION

Le rayon crèmerie (qui comprend également les œufs) compte pour près d'un tiers de la valeur du marché biologique. Si la consommation de produits laitiers est repartie en légère hausse dans les magasins spécialisés, la distribution généraliste enregistre un recul des volumes achetés de 3 % en septembre 2025 par rapport à septembre 2024. Prenant en compte les données d'avant crise, les achats de produits laitiers en grandes surfaces ont reculé de 30 % en équivalent litres. Si ce déclin de consommation s'explique par la période inflationniste qui a détourné les Français des produits segmentés, les déréférencements de la grande distribution ont sans doute participé à accélérer cette dynamique baissière. D'après Circana, le nombre de références de lait liquide ont reculé de 11 % au premier semestre 2025 par rapport à 2021, de 30 % pour l'ultra frais, et de 40 % pour les fromages en libre-service. Parallèlement, les ventes de lait liquide et produits laitiers ont progressé de 5 % en valeur dans les magasins spécialisés. Toutefois, ce circuit ne représente que 27 % des ventes de produits laitiers en valeur, contre 72 % pour la grande distribution.

Enfin, les achats sont en nette augmentation dans la restauration collective, où la part de produits laitiers bio atteint 10 % de part de marché en valeur. Si l'ensemble des restaurateurs répondait à l'obligation Egalim en intégrant 20% de produits biologiques dans leurs achats, la demande en produits laitiers pourrait prétendre à une augmentation de 100 millions de litres supplémentaires.



Les prix à la consommation, qui se stabilisent peu à peu, et la reprise de la consommation bio dans les circuits spécialisés, la vente directe, ou la restauration collective risqueraient de se confronter au recul de production bien enclenché. Si les déréférencements en grande surfaces, et la diminution de la collecte ont permis un assainissement du marché biologique, il est sans doute temps de s'interroger sur la progressive reconstitution du potentiel de production

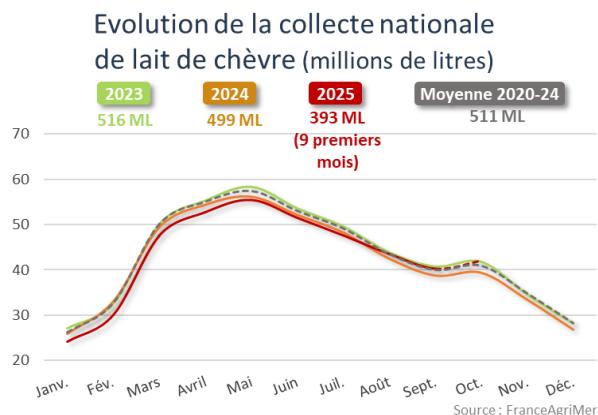
Contact : Magali Catteau
CdAF



UNE COLLECTE DYNAMIQUE MAIS TOUJOURS EN DESSOUS DE SON NIVEAU 2024

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2025, la collecte nationale de lait de chèvre affiche un recul de -1,8 % par rapport à 2024. Cependant, les livraisons du mois de septembre ont été plutôt dynamiques comparativement à 2024 (+4,1 %). La tendance nationale semble se poursuivre en octobre d'après les estimations de FranceAgriMer. Cette amélioration peut s'expliquer par des fourrages de meilleures qualités cette année.

Dans les principales régions productrices, la collecte a également été dynamique en septembre (+1 % en Nouvelle-Aquitaine, +4 % en Pays de la Loire et +5 % en Occitanie). Néanmoins, en cumul annuel, seule l'Occitanie rattrape son niveau de 2024, enregistrant une légère hausse de +0,2 %. Les Pays de la Loire se rapprochent progressivement de leur niveau de 2024 (-0,6 %). En revanche, la Nouvelle-Aquitaine, première région productrice de lait de chèvre, accuse un recul de -4,8 % par rapport à l'année dernière, ce qui explique en partie la baisse globale de la collecte nationale.

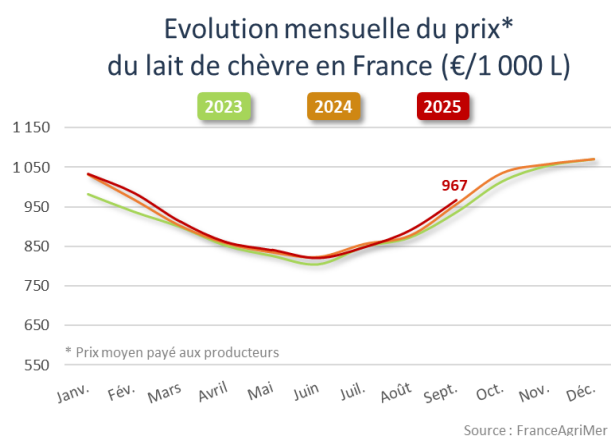


UN PRIX MOYEN PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN HAUSSE MAIS DES CHARGES QUI PÈSENT SUR LE REVENU DES ÉLEVEURS

En septembre 2025, le prix du lait de chèvre national poursuit sa hausse pour atteindre 967 euros/1 000 litres, soit +1,2 % comparé à 2024. Avec une moyenne annuelle de 892 euros/1 000 litres, il enregistre une hausse de +0,6 %, soit +5 € par rapport à 2024.

Parallèlement, bien que les charges d'exploitation demeurent élevées, elles poursuivent leur tendance à la baisse amorcée à la fin de l'année 2023. Cette diminution est principalement portée par la baisse du coût de l'aliment (-4,6 %) et du poste énergie et lubrifiants (-6,5 %).

Cependant certaines charges non couvertes par l'IPAMPA (travaux réalisés par tiers, fermages, coût de la main d'œuvre...) ont de leur côté continué d'augmenter. Dans un contexte de baisse de la production laitière, la hausse du prix du lait n'a pas suffi à compenser ces surcoûts en élevage, impactant le revenu des éleveurs jugé insatisfaisant par la profession.



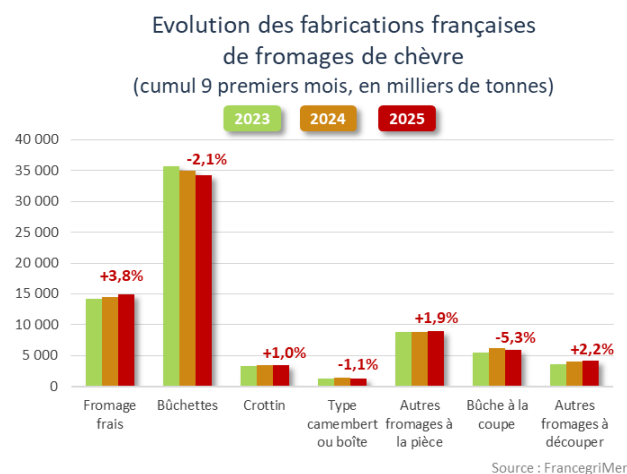


DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES ANNUELLES DE FROMAGES AU LAIT DE CHÈVRE STABLES

Fin septembre, les stocks de produits de report caprin restent toujours en dessous de leur niveau de 2024. Ils s'établissent à un niveau inférieur de -18,3 % par rapport à 2024. Pour compenser ce déficit, les transformateurs ont importé plus de 5,8 millions de lait de chèvre. Ainsi, les importations augmentent de +24,5 % en cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2025 par rapport à 2024.

Sur la même période, d'après les données de Worldpanel by Numerator, les achats de fromages de chèvre des ménages français, en volume, enregistrent une baisse de -0,8 %.

Les fabrications industrielles de fromage au lait de chèvre demeurent stables en cumul annuel. Le segment du fromage frais progresse de +3,8 % alors que les fromages à la pièce reculent de -1,2 %, avec des baisses marquées pour les pyramides (-11,1 %) et les buchettes (-2,1 %). Les fabrications de fromages à découper, principalement destinés à la restauration hors domicile (RHD), diminuent de -2,3 % en raison de la pression sur les prix dans un secteur où les produits à base de lait de vache sont souvent moins chers. Les produits ultra-frais poursuivent leur progression (+5,4 %), portée par la bonne dynamique des yaourts, fromages blancs et skyrs qui sont bien valorisés.



Contact : Clémentine Libeer
Pôle Economie et Prospective, CA Pays de Loire



La production mondiale de lait, toutes espèces confondues, a progressé de manière quasi-continue depuis le milieu des années 1990 et devrait dépasser le seuil symbolique du milliard de tonnes en cette année. L'Asie (zone couvrant les pays de l'Asie de l'Est jusqu'à la Turquie) affiche le rythme de croissance le plus élevé, 4,5% sur les dix dernières années. L'offre mondiale de lait devrait continuer à croître dans les décennies à venir. Mais ces volumes pourraient ne pas suffire à satisfaire la demande mondiale, dont le rythme de croissance pourrait dépasser celui de la production. Les perspectives de l'OCDE et de la FAO anticipent en effet une hausse de la consommation de produits laitiers entre 2025 et 2034, tirée par la croissance démographique, la hausse des revenus et l'évolution des régimes alimentaires. La population devrait en effet passer de 8 milliards d'habitants en 2024 à 8,8 milliards en 2035.

Des constats chiffrés édifiants

Entre 2024 et 2034, la consommation totale devrait progresser de 21 % (soit +1,6 % par an), faisant des produits laitiers l'une des catégories alimentaires connaissant la croissance la plus rapide. Parmi les produits affichant les plus fortes progressions, on retrouve en première place les produits laitiers frais (+21%), le beurre (+18%), devant la viande de volaille, les huiles végétales... Le fromage prend la 7^{ème} place avec une évolution de +10% au cours des dix prochaines années.

Cette expansion sera concentrée dans les pays en développement (+35 % sur la période, soit +2,3 % par an), tandis que les pays développés n'enregistreront qu'une progression limitée (+0,5 %), en raison d'une démographie ralentie, de préoccupations liées à la durabilité et de la concurrence des alternatives végétales.

L'Asie devrait tirer la croissance de la consommation de ces produits laitiers, loin devant les autres régions. Or, cette vaste zone, comme l'Afrique, ne peut satisfaire seule sa demande sur le plan laitier. En 2024, le taux d'autosuffisance en produits laitiers atteint 92% pour l'Asie et 86% pour l'Afrique, selon la Fédération Internationale Laitière. Au sein de ces régions, les situations peuvent être différentes, avec des pays comme l'Inde ou le Pakistan, globalement autosuffisants, et d'autres très fortement importateurs comme les pays d'Asie du Sud-Est. Les Philippines importent 99% de leur consommation de produits laitiers.

Croissance de la consommation humaine mondiale des grandes familles de produits alimentaires entre 2025 et 2034 (Annexe statistique des Perspectives Agricoles de l'OCDE et de la FAO, Juillet 2025)

Produits laitiers frais (lait liquide, yaourts)	+ 21%
Beurre	+ 18%
Viande de volaille	+ 15%
Huiles végétales	+ 12%
Sucre	+ 11%
Viande bovine	+ 11%
Fromage	+ 10%
Poisson	+ 9%
Blé	+ 9%
Riz	+ 8%
Viande de porc	+ 4%

Malgré les programmes visant à l'augmentation de la production locale, la consommation devrait progresser plus rapidement que la production, dans des pays qui ne sont pas des producteurs historiques de lait et où les conditions climatiques ne sont pas toujours favorables à la production laitière. Ces pays seront donc, pour satisfaire la demande nationale, dans l'obligation d'importer des produits laitiers.

Plusieurs organismes ont publié des perspectives de production au cours des dix prochaines années montrant une progression de l'offre inférieure à celle de la demande potentielle. La Rabobank prévoit ainsi un écart entre la demande potentielle et le disponible exportable qui se monterait à 20 millions de tonnes en 2035 tandis que l'IFCN annonce une production mondiale qui pourrait être inférieure de 31 millions de tonnes à une demande potentielle en 2040. Toutes ces projections à 10-15 ans convergent vers une demande insatisfaite au niveau mondial, conséquence d'une offre insuffisante dans les grands bassins exportateurs.

Parmi les grands bassins exportateurs, lesquels seront en mesure de progresser suffisamment pour fournir cette demande ?

Les différents organismes s'accordent sur une hausse prévisible de la production aux Etats-Unis. Après avoir progressé sans discontinuer depuis le milieu des années 1970, la production étatsunienne s'est globalement stabilisée entre 2022 et 2024, avant de repartir à la hausse en 2025. La Rabobank



envisage une hausse de 19 millions de tonnes entre 2023 et 2025, soit 35% de plus que la progression enregistrée entre 2011 et 2023. Les perspectives ne sont toutefois pas aussi positives dans les autres grands bassins exportateurs.

En Océanie, une stabilité voire une baisse de la production paraît très probable, compte tenu des mesures environnementales qui pourraient y être prises, auxquels s'ajoutent les effets du changement climatique. En Nouvelle-Zélande, il s'agit de réduire l'impact des émissions de gaz à effet de serre qui représentent une part importante des émissions nationales. La plupart des entreprises néo-zélandaises, très tournées vers l'exportation, imposent à leurs éleveurs des exigences en matière de durabilité. Le pays pourrait ne plus être un moteur de croissance en volumes. L'IFCN anticipe une baisse de la production néozélandaise de 9% d'ici 2035.

En Amérique du Sud, la production laitière a perdu en compétitivité ces dix dernières années et les importations ont progressé plus rapidement que les exportations. Pourtant, les atouts naturels pour relancer la production sont là : terre, eau, grains, main-d'œuvre, savoir-faire en croissance. Mais il faudra surmonter les freins à l'augmentation de la production, comme les facteurs institutionnels. L'avenir n'est pas écrit et la production en Amérique du Sud peut retrouver une croissance et gagner en compétitivité mondiale, ou bien rester stable.

En Europe, la Commission Européenne prévoit également une baisse de la production européenne de 0,2% entre 2024 et 2035, à travers un recul du cheptel de 1% que la hausse des rendements laitiers ne pourra compenser. L'IFCN affiche un recul de 6% de la production européenne, notamment dans l'Ouest de l'Union.

De nombreuses contraintes pèsent sur la production dans les pays du Nord, notamment la fin des dérogations à la *Directive Nitrates* dans plusieurs pays. Les Irlandais bénéficient actuellement d'un plafond d'apport d'azote organique à 250 kg / ha contre 170 kg fixé dans la directive nitrates mais ce régime pourrait prendre fin au 1^{ER} janvier 2026, entraînant alors une réduction du cheptel et une baisse de la production. Après 22 ans d'existence, le régime dérogatoire au Danemark à 230 kg d'azote organique à l'hectare a pris fin au 31 juillet 2024. En outre, une taxe sur les émissions de méthane des vaches sera mise en place en 2030 dans ce

pays. Les rejets de méthane de l'élevage seront taxés à 40 euros par tonne d'équivalent CO₂, pour atteindre 90 euros en 2035. Cependant, les éleveurs bénéficieront d'une déduction fiscale de 60%.

Les Pays-Bas doivent également respecter les objectifs de la *Directive Nitrates* d'ici fin 2025. En outre, dans ce pays, un plan de cessation d'activité des élevages est mis en œuvre. Doté de 1,5 milliard € pour indemniser les éleveurs qui cesseraient leur activité et ainsi réduire les émissions d'azote dans les zones sensibles, il a été validé par la Commission. Une enveloppe complémentaire de 700 millions € a été validée pendant l'été 2024. En Allemagne, les réglementations sur le bien-être animal prévues en 2030, comme l'interdiction de l'attache des vaches, pourraient décourager les investissements de producteurs laitiers qui devront adapter leurs infrastructures et leurs pratiques. Ainsi, la Rabobank prévoit, entre 2023 et 2035, un recul de la production de 3,4 millions de tonnes en Allemagne, de 2,8 millions de tonnes aux Pays-Bas et de 0,7 millions de tonnes au Danemark.

Les perspectives concernant la France ne sont pas plus positives. L'IFCN prévoit un recul de la production hexagonale de 1,7 million de tonnes entre 2023 et 2030. Faut-il pourtant prendre pour argent comptant ces prévisions pessimistes ?

Contrairement à certains pays d'Europe du Nord, la pression environnementale est moins forte en France. Bien que des efforts restent à faire, les contraintes sur les nitrates, phosphates, ammoniac ou émissions de gaz à effet de serre sont moins prégnantes que chez nos voisins.

En outre, si les départs à la retraite ont été importants depuis quelques années et le resteront encore jusqu'en 2030, d'après l'Idèle, 38% des éleveurs de 2018 avaient quitté le secteur en 2024, la problématique démographique dans les exploitations laitières pourrait s'améliorer, si le rythme actuel d'installations se maintient. La part des moins de 40 ans pourrait augmenter dans les années à venir et la pyramide des âges retrouver une forme plus classique.

Dans ce contexte, les exploitations laitières se transforment avec une forte hausse de l'installation de robots et une progression du salariat, permettant une reprise de l'intensification laitière par vache depuis 2020. Enfin, les exploitations s'agrandissent également, pour compenser



UNE DEMANDE DE LAIT A SATISFAIRE AU NIVEAU MONDIAL (SUITE)

les départs, et 42% des vaches laitières seraient, en 2024, dans des exploitations de plus de 100 vaches.

Enfin, la production française peut compter sur une consommation intérieure qui, malgré l'inflation, n'a pas diminué. Si une descente en gamme a bien été observée, les volumes mesurés en équivalent lait montre une stabilité, voire une progression. Les ventes au détail des fromages et de la crème affichent des hausses depuis 2019, celles d'ultra-frais connaissent un rebond en 2025.

Comme nous l'avons décrit, la croissance de la demande en produits laitiers au cours des 10-15 prochaines années pourrait ne pas être satisfaite. Peu de zones dans le monde semblent, aujourd'hui, capables d'augmenter suffisamment leur production pour abonder des marchés qui resteront déficitaires pendant les prochaines décennies. La production française possède des atouts face à un marché mondial déficitaire.

Contact : Jean-Marc Chaumet
CNIEL

Chambres d'agriculture France
9 avenue George V — 75008 Paris
Tél : 01 53 57 11 40

Directeur de la publication :
Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre
Service Etudes économiques et prospective

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR


**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité



ANNEXE – TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTTEL	
	Livraisons d'avril 2025 à septembre 2025 (1 000 L)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril à septembre 2025 non pondérée) (€/1 000 L)	Prix du lait en septembre 2025 (€/1 000 L)	Evolution du prix du lait septembre 2025/septembre 2024 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er avril 2025 (en milliers)	Evolution N/N-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	1 194 364	10,1	516,6	527,5	3,6%	425	-1,2
Bourgogne-Franche-Comté	817 618	6,9	516,6	591,7	2,0%	253	-0,9
Bretagne	2 767 361	23,5	516,6	478,8	6,4%	669	-2,4
Centre-Val de Loire	201 404	1,7	516,6	497,7	3,9%	52	-3,4
Grand-Est	1 089 897	9,2	516,6	491,1	5,1%	298	-3,4
Hauts-de-France	1 099 839	9,3	516,6	494,8	7,3%	288	-2,3
Ile-de-France	15 309	0,1	516,6	506,1	5,2%	5	-3,8
Normandie	2 011 998	17,1	516,6	481,0	5,3%	548	-2,1
Nouvelle-Aquitaine	421 907	3,6	516,6	489,7	6,3%	132	-4,3
Occitanie	285 908	2,4	516,6	491,2	6,8%	102	-2,9
Pays-de-la-Loire	1 871 489	15,9	516,6	486,6	6,4%	476	-2,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 657	0,1	516,6	496,0	5,5%	6	-1,4
France	11 784 751			479,0	0,08	3 253	-2,2%

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : SPIE-BDNI, traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38 g de MG, 32 g de MP)]. NB : les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte.